



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/54/514
S/1999/1102
28 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-quatrième session
Points 67, 68, 70, 72, 73, 76, 78,
79, 82 et 85 de l'ordre du jour
RESPECT DES ACCORDS DE LIMITATION
DES ARMEMENTS, DE DÉSARMEMENT
ET DE NON-PROLIFÉRATION
LA VÉRIFICATION SOUS TOUS SES ASPECTS,
Y COMPRIS LE RÔLE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE
DE LA VÉRIFICATION
TRAITÉ SUR UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES
NUCLÉAIRES EN AFRIQUE
LE RÔLE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALE ET DU DÉSARMEMENT
CRÉATION D'UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES
NUCLÉAIRES DANS LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT
DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS
ET DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE
LE RISQUE DE PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE
AU MOYEN-ORIENT
RENFORCEMENT DU RÉGIME DÉFINI PAR LE TRAITÉ
VISANT L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES
EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES
(TRAITÉ DE TLATELOLCO)
TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE
DES ESSAIS NUCLÉAIRES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 27 octobre 1999, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration finale de la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (voir annexe), adoptée lors de la Conférence, qui s'est tenue à Vienne du 6 au 8 octobre 1999. Celle-ci avait été convoquée en vertu de l'article XIV du Traité.



Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 67, 68, 70, 72, 73, 76, 78, 79, 82 et 85 de l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire,

Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Yukio SATOH

/...

7. Conscients des objectifs que nous avons tous en commun et de l'importance d'une adhésion universelle au Traité, prenant acte avec satisfaction de toutes les ratifications et accordant une attention particulière aux mesures à prendre en vue de l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée, comme prévu à l'article XIV, nous:

- a) Invitons tous les États qui n'ont pas encore signé le Traité à le signer et le ratifier dès que possible et à s'abstenir, dans l'intervalle, de prendre des mesures qui le priveraient de son objet et de son but;
- b) Invitons tous les États qui ont signé mais n'ont pas encore ratifié le Traité, en particulier ceux sans la ratification desquels il ne peut entrer en vigueur, d'accélérer leur processus de ratification en vue de le mener rapidement à bien;
- c) Rappelons que deux États sans la ratification desquels le Traité ne peut entrer en vigueur et qui ne l'ont pas encore signé ont fait part de leur volonté de ne pas retarder son entrée en vigueur, et les invitons à tenir cet engagement;
- d) Notons qu'un État sans la ratification duquel le Traité ne peut entrer en vigueur et qui ne l'a pas encore signé n'a pas fait part de ses intentions concernant le Traité, et invitons cet État à signer et ratifier le Traité afin d'en faciliter l'entrée en vigueur;
- e) Prenons acte de la ratification du Traité par deux États possédant l'arme nucléaire et invitons les trois autres à accélérer leur processus de ratification afin de le mener rapidement à bien;
- f) Dans l'objectif de l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée, nous nous engageons à exploiter toutes les possibilités qui nous sont offertes conformément au droit international d'encourager d'autres signatures et ratifications du Traité et prions instamment tous les États de maintenir la dynamique enclenchée lors de la présente Conférence en restant saisis de la question au niveau politique le plus élevé;
- g) Convenons que les États ayant ratifié le Traité chargeront l'un d'eux de promouvoir la coopération par le biais de consultations informelles avec tous les pays intéressés en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée;
- h) Prions instamment tous les États d'échanger des informations et des conseils juridiques et techniques en vue de faciliter les processus de signature, de ratification et d'application du Traité par les États concernés, à leur demande. Nous encourageons la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à appuyer activement ces efforts, conformément à leurs mandats respectifs;
- i) Invitons la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à poursuivre les activités de coopération internationale qu'elle mène en vue de démontrer l'intérêt que présente l'utilisation de techniques de vérification à des fins pacifiques conformément aux dispositions du Traité et, partant, d'inciter les États concernés à signer et ratifier le Traité;
- j) Engageons tous les secteurs de la société civile intéressés à faire mieux connaître les objectifs du Traité et à susciter un soutien en faveur de ces objectifs ainsi que de l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée, comme prévu à l'article XIV.

**Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur
du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
(Vienne, 1999)**

DÉCLARATION FINALE

1. Rappelant les responsabilités que nous avons prises en signant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et en application de l'article XIV dudit Traité, nous, les États l'ayant ratifié, ainsi que les États signataires, nous sommes réunis à Vienne du 6 au 8 octobre 1999 pour promouvoir son entrée en vigueur à la date la plus rapprochée possible. Nous nous sommes félicités de la présence de représentants d'États non signataires, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales.
2. Résolus à renforcer la paix et la sécurité internationales partout dans le monde, nous avons réaffirmé l'importance d'un traité universel et internationalement et effectivement vérifiable d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous avons répété que la cessation de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire et de toutes autres explosions nucléaires, en freinant le développement et l'amélioration qualitative des armes nucléaires et en mettant fin au développement de nouveaux types d'arme nucléaire, encore plus évolués, concourra efficacement au désarmement nucléaire et à la non-prolifération sous tous ses aspects, et constituera de ce fait un progrès significatif dans la réalisation graduelle et systématique du désarmement nucléaire. Nous avons donc redit notre forte détermination à œuvrer pour la ratification universelle du Traité et pour son entrée en vigueur à une date rapprochée, comme prévu à l'article XIV.
3. Conformément aux dispositions de l'article XIV du Traité, nous avons déterminé dans quelle mesure la condition énoncée au paragraphe 1 avait été remplie et nous nous sommes prononcés par consensus sur les mesures qui pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée.
4. Depuis que le Traité a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies et ouvert à la signature il y a trois ans, 154 États l'ont signé et 51 ont déposé leurs instruments de ratification. Des 44 États figurant sur la liste de l'annexe 2 du Traité et sans la ratification desquels le Traité ne peut entrer en vigueur, 41 l'ont signé et 26 l'ont à la fois signé et ratifié. La liste de ces États est jointe en appendice à la présente déclaration. Le processus de ratification s'est accéléré. Nous nous en félicitons et y voyons un signe de la détermination des États à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous leur juridiction ou leur contrôle.
5. Depuis l'ouverture du Traité à la signature, des explosions nucléaires ont eu lieu. Les pays concernés ont par la suite déclaré qu'ils ne procéderaient plus à aucune explosion nucléaire et fait part de leur volonté de ne pas retarder l'entrée en vigueur du Traité.
6. Nous avons pris note avec satisfaction du rapport que le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a présenté à la Conférence concernant les progrès réalisés par la Commission préparatoire et son Secrétariat technique provisoire depuis novembre 1996 dans l'accomplissement de sa mission consistant à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en place effective de la future Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

/...

8. Nous réaffirmons notre attachement aux obligations fondamentales énoncées dans le Traité et notre engagement à nous abstenir de prendre des mesures qui le priveraient de son objet et de son but avant son entrée en vigueur.

9. Nous restons fermement résolus à poursuivre nos efforts afin que le régime de vérification prévu dans le Traité soit capable, à l'entrée en vigueur de ce dernier, de satisfaire à ses exigences concernant la vérification, conformément aux dispositions de l'article IV. Nous continuerons d'apporter à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter de sa mission.

10. La Conférence a abordé la question d'éventuelles conférences futures et pris note des dispositions du paragraphe 3 de l'article XIV du Traité.

Appendice
à la Déclaration finale de la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur
du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
(Vienne, 1999)

Liste des États

A. États ayant ratifié le Traité:

Afrique du Sud	Grèce	Pays-Bas
Allemagne	Grenade	Pérou
Argentine	Hongrie	Pologne
Australie	Irlande	Qatar
Autriche	Italie	République de Corée
Azerbaïdjan	Japon	République tchèque
Belgique	Jordanie	Roumanie
Bolivie	Lesotho	Royaume-Uni de
Brésil	Luxembourg	Grande-Bretagne
Bulgarie	Mali	et d'Irlande du Nord
Canada	Mexique	Sénégal
Danemark	Micronésie (États fédérés de)	Slovaquie
El Salvador	Monaco	Slovénie
Espagne	Mongolie	Suède
Estonie	Norvège	Suisse
Fidji	Nouvelle-Zélande	Tadjikistan
Finlande	Ouzbékistan	Turkménistan
France	Panama	

B. Les 44 États suivants, sans la ratification desquels le Traité ne peut entrer en vigueur, conformément à l'article XIV, figurent sur la liste de l'annexe 2 du Traité:

Afrique du Sud	États-Unis d'Amérique	Pologne
Algérie	Fédération de Russie	République de Corée
Allemagne	Finlande	République démocratique
Argentine	France	du Congo
Australie	Hongrie	République populaire
Autriche	Inde	démocratique de Corée
Bangladesh	Indonésie	Roumanie
Belgique	Iran (République islamique d')	Royaume-Uni de
Brésil	Israël	Grande-Bretagne
Bulgarie	Italie	et d'Irlande du Nord
Canada	Japon	Slovaquie
Chili	Mexique	Suède
Chine	Norvège	Suisse
Colombie	Pakistan	Turquie
Égypte	Pays-Bas	Ukraine
Espagne	Pérou	Viet Nam

/...

1. États figurant sur la liste de l'annexe 2 du Traité et ayant signé et ratifié le Traité:

Afrique du Sud	Finlande	Pologne
Allemagne	France	République de Corée
Argentine	Hongrie	Roumanie
Australie	Italie	Royaume-Uni de
Autriche	Japon	Grande-Bretagne
Belgique	Mexique	et d'Irlande du Nord
Brésil	Norvège	Slovaquie
Bulgarie	Pays-Bas	Suède
Canada	Pérou	Suisse
Espagne		

2. États figurant sur la liste de l'annexe 2 du Traité et ayant signé mais non ratifié le Traité:

Algérie	États-Unis d'Amérique	République démocratique
Bangladesh	Fédération de Russie	du Congo
Chili	Indonésie	Turquie
Chine	Iran (République islamique d')	Ukraine
Colombie	Israël	Viet Nam
Égypte		

3. États figurant sur la liste de l'annexe 2 du Traité et n'ayant pas signé le Traité:

Inde
Pakistan
République populaire démocratique de Corée
